

**Union européenne - Sommet des
pays du Sud de l'Union européenne
- Déclaration des chefs d'État et de
gouvernement**

(Lisbonne, 28 janvier 2017)

1. Nous, chefs d'État et de gouvernement de la République de Chypre, d'Espagne, de France, de Grèce, d'Italie, de Malte et du Portugal, nous sommes réunis à Lisbonne le 28 janvier 2017 pour un deuxième sommet des pays du Sud de l'Union européenne.
2. À la suite de notre première réunion à Athènes et de l'adoption de la déclaration d'Athènes le 9 septembre 2016, nous réaffirmons notre objectif de développer notre coopération et de contribuer à une Union européenne forte et unie.
3. Nous estimons que dans un monde confronté à des incertitudes et une instabilité croissantes, nous serons plus forts en agissant ensemble. Affaiblir l'Europe n'est pas une option.
4. L'Union européenne doit défendre nos valeurs de liberté, de démocratie, de primauté du droit, de respect et de protection de tous les droits de l'Homme, faire face aux défis communs qui se posent aux États membres et apporter des réponses concrètes aux préoccupations réelles de nos citoyens : l'emploi, la croissance économique et la cohésion sociale ; la protection face aux menaces du terrorisme et de la guerre ; un avenir meilleur pour les jeunes générations grâce à l'éducation et à l'emploi, et un rôle central accordé à la culture et à l'éducation au sein de nos sociétés.
5. À cette fin, l'Union doit agir conformément aux principes de solidarité et de subsidiarité, améliorer le fonctionnement de ses institutions et assurer leur obligation démocratique de rendre compte. Elle devrait aussi accroître l'implication de tous les acteurs de la société, notamment des autorités locales et régionales.
6. Le Royaume-Uni a apporté des clarifications utiles sur ses intentions quant à ses relations futures avec l'Union européenne. Nous sommes prêts à engager des négociations après avoir reçu la notification prévue à l'article 50 avec l'espoir que le Royaume-Uni reste un partenaire proche de l'UE.
7. Nous réaffirmons notre soutien au processus en cours en vue de la réunification de Chypre, conformément aux résolutions du conseil de sécurité des Nations unies et à l'acquis de l'UE et sous l'autorité du nouveau secrétaire général des Nations unies. Nous rappelons que la République de Chypre est membre de notre Union et le demeurera après le règlement et que l'appartenance à l'UE constitue la meilleure protection pour Chypre réunifiée.

8. Après la réunion de Bratislava et sous la présidence maltaise de l'Union européenne, le sommet informel de Malte et la célébration à Rome du soixantième anniversaire des Traités de Rome offriront l'occasion de débattre et de décider de l'orientation de l'Union européenne et d'objectifs clairement définis pour elle. Conscients de cela, nous sommes convenus d'axer notre action sur les priorités et mesures ci-après :

Favoriser l'investissement, la croissance, l'emploi et la convergence en Europe

9. Nous estimons qu'il est urgent de promouvoir l'investissement, la croissance, l'emploi, en portant une attention particulière à l'emploi des jeunes et la convergence afin de permettre à nos citoyens de jouir du bien-être et de la prospérité. Nous devrions également mettre en oeuvre les stratégies pour un marché unique, en particulier le marché unique numérique, l'union de l'énergie et l'union des marchés des capitaux, afin de favoriser la compétitivité.

10. Nous avons besoin de propositions claires pour compléter l'Union économique et monétaire et mettre fin aux divergences économiques et aux asymétries qui ont été aggravées par la crise de la zone euro. Acheter l'union bancaire d'ici au milieu de 2017, assurer un niveau approprié d'investissement public et privé et progresser vers la convergence dans les domaines social et fiscal devraient constituer nos principales priorités.

11. Dans ce contexte, nous encourageons l'aboutissement en temps utile et avec succès de la deuxième revue du programme pour la Grèce dans le cadre de l'acquis européen, ce qui est dans l'intérêt de la zone euro dans son ensemble.

12. Nous devrions compléter l'action de la BCE par une politique budgétaire qui rende possible un bon dosage macroéconomique afin d'assurer l'assainissement des finances publiques, tout en soutenant l'investissement afin de renforcer la reprise de l'économie. Nous aspirons également à réduire les déséquilibres excessifs, à favoriser une plus grande inclusivité et à réduire les inégalités dans notre action en faveur de la croissance économique. Nous devons examiner les propositions énoncées dans le rapport final du Groupe de haut niveau sur les ressources propres, progresser dans l'intégration budgétaire en développant une politique budgétaire véritablement orientée vers l'Europe et préparer le débat sur la mise en place d'une capacité budgétaire pour la zone euro.

13. Nous sommes favorables à l'extension et au renforcement du Fonds européen pour les investissements stratégiques, mais nous réaffirmons la nécessité d'aller plus loin pour répondre au problème du retard d'investissement dans de nombreux États membres et de nombreuses régions. Les projets d'investissement dans les États membres qui connaissent un taux élevé de chômage et les projets transfrontaliers d'intérêt commun qui favorisent l'innovation et l'intégration des marchés devraient être encouragés. Nous envisageons un nouveau cycle vertueux de convergence en Europe, sous l'impulsion d'un accroissement des investissements publics et privés qui soutienne la reprise économique, crée des emplois nouveaux et de qualité, renforce l'impact des réformes structurelles et appuie la transition vers un nouveau modèle de croissance.

14. Nous voulons un renforcement du socle européen des droits sociaux, élément fondamental pour préserver et continuer à développer le modèle social européen et la prospérité. Nous sommes d'accord quant à la nécessité de lutter contre le dumping social.

15. Nous devons mettre en place une politique commerciale solide reposant sur des échanges équitables, sur la promotion de nos normes et sur la préservation de notre mode de vie. Les réactions protectionnistes ne sont pas la bonne réponse à la mondialisation.

Garantir la sécurité intérieure et extérieure de l'Europe

16. La sécurité doit demeurer une priorité absolue de l'ordre du jour européen.

17. Nous soutenons fermement la stratégie globale de l'UE et son message politique essentiel : faire de l'UE une force crédible de paix dans notre région, un pourvoyeur fiable de sécurité et un garant du bien-être et de la sécurité de nos citoyens.

18. Nous nous engageons à mettre pleinement en oeuvre les conclusions du Conseil européen du 15 décembre 2016, avec pour objectif d'atteindre l'autonomie stratégique, d'améliorer notre capacité à déployer des opérations et des missions et de mieux coordonner nos programmes de défense, y compris par le renforcement de l'Agence européenne de défense. Il y a également lieu de progresser dans la mise en oeuvre de la Déclaration conjointe UE-OTAN de juillet 2016, dans le plein respect de l'autonomie décisionnelle des deux organisations.

19. Du fait de la connaissance que nous avons des pays partenaires de la Méditerranée et d'Afrique et de notre proximité avec eux, nous demeurons particulièrement vigilants en ce qui concerne la situation de cette région. Nous sommes particulièrement favorables au développement de la capacité de l'UE à mener des opérations militaires et des missions civiles dans cette région, en coopération avec les pays partenaires africains.

20. Nous devons renforcer nos efforts pour mettre en oeuvre la stratégie de sécurité intérieure de l'Union européenne et pour assurer effectivement l'interopérabilité et la cohérence de nos systèmes d'information et de nos bases de données, ainsi que l'accès de nos forces de sécurité à ces systèmes et bases. Nous ne pourrions lutter contre le terrorisme que si nous concentrons notre action sur l'amélioration des échanges d'informations et de la coopération opérationnelle entre nos services répressifs. Nous voulons préserver l'espace Schengen sans frontières intérieures. Cela nécessite une coopération forte et des instruments appropriés pour gérer et contrôler efficacement les frontières extérieures de l'UE, garantissant ainsi la sécurité de ses citoyens. La pleine mise en oeuvre opérationnelle de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, de même que des contrôles systématiques de sécurité, constituent des avancées importantes dans la bonne direction.

21. Nous attachons un degré élevé de priorité à la prévention de la radicalisation et du recrutement par des groupes terroristes au sein de nos propres sociétés. Nous devrions nous concentrer sur l'exclusion sociale dans certaines de nos villes et sur le rôle important de ce phénomène qui est l'une des causes profondes de la radicalisation. C'est pourquoi, nous

estimons qu'il conviendrait de mettre en place un programme européen d'investissement afin de pouvoir procéder à la rénovation de nos villes sous tous ses aspects : urbanisme, activité économique, maintien de l'ordre, services sociaux, soins de santé et éducation.

22. Une attention particulière devrait être accordée aux victimes qui ont directement subi le fléau du terrorisme.

Les migrations et le renforcement de la coopération en Méditerranée et avec les pays d'Afrique

23. Nous avons une même perception des défis qui se posent au Sud au sens large. De ce fait, nous nous emploierons, conjointement avec nos partenaires européens, à promouvoir le développement et la croissance de notre voisinage méridional et à contribuer à sa stabilité et à sa sécurité.

24. Nous devons soutenir les efforts déployés par nos partenaires pour assurer leur propre sécurité ainsi que pour lutter contre les migrations irrégulières et traiter plus efficacement les causes profondes des migrations. Nous soutenons la mise en oeuvre de la déclaration UE-Turquie, l'approche du nouveau cadre de partenariat pour les migrations et la mise en oeuvre du Plan d'action de La Valette, de même que le nouveau Fonds européen pour le développement durable (FEDD). Considérant que le FEDD favorisera l'investissement et le développement économique en Afrique, nous encourageons une proposition visant à en étendre le bénéfice à d'autres pays et régions d'Afrique.

25. Nous devons établir ces partenariats avec les pays africains d'origine et de transit sur la base de la confiance, d'une coopération étroite et régulière et d'une approche flexible. Le Sommet de Malte nous donnera l'occasion de traiter de la situation dans les routes de la Méditerranée centrale et d'examiner de nouvelles voies de coopération avec le gouvernement Libyen, dans le plein respect des droits de l'Homme et du droit international. Une bonne part des résultats d'un tel processus dépendra de la stabilisation de la situation en Libye et de l'implication effective du GUN, auquel nous réitérons notre soutien.

26. Les principes de responsabilité et de solidarité au sein de l'UE à l'égard des États membres de la Méditerranée les plus touchés par la pression migratoire devront également continuer à être la pierre angulaire de notre politique. Cela comprend la révision du régime commun d'asile européen pour le rendre plus efficace et plus convergent, en particulier en direction des États en première ligne. Cela comprend également la nécessité d'assurer le détachement adéquat de personnels auprès de Frontex, de l'EASO et des autres mécanismes de l'UE qui appuient les systèmes de réception et régimes d'asile des États en première ligne.

Aller de l'avant

27. L'Union européenne doit produire des résultats et progresser de manière équilibrée et concrète sur tous ces fronts. Des changements réels devront se faire sentir dans la vie de nos citoyens.

28. Nous soulignons qu'il est urgent pour l'UE de s'attacher à répondre efficacement aux défis nouveaux, notamment dans le domaine de la sécurité et de la défense. Afin de parvenir à cet objectif, il est essentiel de mener à bien un domaine d'intégration tout aussi important en parachevant et en réformant l'Union économique et monétaire, en assurant la résilience et la cohésion de la zone euro et en permettant ainsi à l'euro de jouer le rôle conçu pour lui à l'origine.

29. Nous estimons que c'est ainsi que nous pourrons faire en sorte que tous les États membres bénéficient d'une même prospérité et renforcer l'unité et le sens du projet européen.

30. Le prochain sommet des pays du Sud de l'Union européenne aura lieu en Espagne, puis à Chypre./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)